

Mgr Éric de Moulins-Beaufort : “Assumons de mener une vie différente”

Le nouveau président de la Conférence des évêques de France (élu en avril, il a pris ses fonctions le 1er juillet) évoque les chantiers de l'année à venir, à commencer par la révision des lois de bioéthique. Rencontre.

C'est dans un parfum de rentrée que nous reçoit jeudi 29 août Éric de Moulins-Beaufort, archevêque de Reims. Fin des vacances – quelques touristes gravitent encore autour de la cathédrale –, mais surtout rentrée politique, avec la révision des lois de bioéthique qui s'annonce à l'Assemblée. De façon très symbolique, à l'heure où nous franchissons la lourde porte de l'archevêché, des représentants des grandes religions sont auditionnés par les députés de la commission spéciale dédiée au projet de loi. Hasard du calendrier, le nouveau président de la Conférence des évêques de France rencontre aussi le matin même à Paris le président de la République, avec le père Thierry Magnin, secrétaire général de la CEF. « *C'était une visite de courtoisie, à ma demande, sans autre enjeu que de me présenter et de me laisser connaître* », tempère d'emblée l'homme d'Église, sans toutefois dissimuler que l'échange, qui a duré 1h30, lui a permis d'« *exprimer [nos] réflexions sur un certain nombre de sujets* ». Comprendre : les fractures de la société, l'accueil des migrants ou encore la relation entre l'État et les religions, sans oublier évidemment la bioéthique. « *Le Président était dans la continuité de son discours aux Bernardins en 2018, très attentif et respectueux de ce que nous avons à apporter.* » Détendu et disponible, Mgr de Moulins-Beaufort a manifestement l'envie de développer ce thème. Ce qui ne l'empêchera pas d'évoquer avec nous plus largement l'Église catholique en France, après une année marquée par la crise des abus sexuels et spirituels. La nécessité d'en finir avec ce fléau a non seulement donné naissance à une commission indépendante, présidée par Jean-Marc Sauvé et chargée de dresser un état des lieux complet, mais n'est pas non plus étrangère au choix de l'ancien évêque auxiliaire de Paris par ses pairs. La tâche qui l'attend avec ses deux vice-présidents – Dominique Blanchet, évêque de Belfort-Montbéliard, et Olivier Leborgne, évêque d'Amiens – est importante, mais la nouvelle « voix » de l'épiscopat a des idées et de l'ambition. « *Nous avons la chance d'être un trio qui travaille bien ensemble. C'est aussi un défi, car si nous ne réussissons pas, nous ne pourrions pas mettre cela sur le compte d'une mauvaise entente entre nous* », plaisante-t-il, peut-être seulement à demi. En attendant les grands chantiers qui l'attendent, en interne comme en externe, c'est au jardin, pour profiter d'un dernier rayon de vacances, qu'il fait donc sa rentrée.

Certains estiment qu'aujourd'hui l'Église catholique est « dans une ornière », que sa parole a perdu toute crédibilité à cause des abus, a fortiori quand elle veut parler au nom du bien de l'enfant...

La révélation des abus sexuels commis dans l'Église a heurté nos concitoyens. Certains sont confortés dans leur méfiance envers l'Église ; beaucoup sont atteints dans la confiance qu'ils pouvaient avoir en notre parole. Cela fait partie des dommages collatéraux de ces affaires et cela se comprend très bien. Mais je ne ressens pas pour autant de mépris dans mes échanges avec les pouvoirs publics – je ne l'ai pas senti lors de ma rencontre avec le président de la République. Car l'Église n'a pas failli en tous ses membres, même si elle a failli en trop de ses membres.

Plus localement, lorsque Mgr Bruno Feillet, évêque auxiliaire de Reims et président de notre conseil famille et société, Mgr François Touvet, évêque de -Châlons-en-Champagne, et moi-même rencontrons les parlementaires de la Marne et des Ardennes et -discutons des lois de bioéthique, nous avons de bons échanges, même s'ils prennent ou non ce qui leur est dit. Je pense que nous avons toujours des efforts à faire pour porter notre parole de manière utile, crédible et audible. Sur un certain nombre de sujets, du reste, la parole de l'Église n'a pas à être uniquement portée par l'épiscopat. Il faut qu'elle le soit aussi par des catholiques, hommes et femmes, en tant que citoyens.

Avez-vous le sentiment que les pouvoirs publics écoutent réellement la parole de l'Église ?

De manière générale, sur le terrain, la collaboration est excellente – j'en fais l'expérience à Reims et dans les Ardennes. Certes, il y a des bémols : nous trouvons, à l'échelle nationale, que les aumôneries ne sont pas très bien accueillies dans les universités, et nous voudrions en parler avec la ministre. Mais globalement, le rôle des catholiques à travers les associations et les mouvements pour la paix sociale ou le service des plus pauvres me semble plutôt bien reconnu. En ce qui concerne l'entretien des bâtiments et la sécurité, nous travaillons aussi dans un climat de respect et d'écoute. Cependant, sur les grandes questions fondamentales, ce n'est pas l'Église qui dirige les esprits, et c'est là qu'il faut se faire entendre et discuter.

Comment rejoindre nos contemporains, quand une part croissante n'a jamais mis les pieds dans une église ?

Il faut que nous sortions, que nous nous montrions davantage. La France est riche d'un patrimoine considérable... Encore faut-il montrer qu'il s'y passe quelque chose ! Beaucoup voient les églises comme des musées. Nous devons faire entendre notre voix face aux choix de société, mais notre souci doit être moins de nous lamenter de l'état des mœurs actuelles que de vivre pleinement la beauté de ce qui nous est donné. Il faut que des gens rencontrent cela et que nous les convainquions que ce n'est pas réservé à un club. Chez nos contemporains, il y a une forme de désespérance. Parce que l'on ose plus espérer la grande Espérance, on se contente d'espérer de petites réalisations, des petits bonheurs. Il faut croire que nous sommes faits pour la joie véritable, pas pour un bonheur circonscrit.

Les chrétiens, s'ils prennent Laudato si' au sérieux, pourraient par exemple prendre des modes de vie et des engagements plus visiblement en rupture

Manquons-nous d'ambition spirituelle ?

Oui. Toute une partie de la société de consommation est faite pour nous en détourner, occuper notre esprit en agitant continuellement des choses à acheter et à posséder, en nous persuadant qu'elles méritent notre attention. Et si, par bonheur, on nous encourage à méditer, c'est pour que nous soyons plus performants pour l'entreprise ! Nous, chrétiens, devons assumer de mener une vie différente. Peut-être faut-il que cela se traduise par des choix de vie plus explicites, des choix auxquels la contrainte écologique pourrait nous amener. Les chrétiens, s'ils prennent *Laudato si'* au sérieux, pourraient par exemple prendre des modes de vie et des engagements plus visiblement en rupture, mais qui seront attrayants, comme dans les tout premiers temps du christianisme.

En pleine révision des lois de bioéthique, de quelle manière l'Église veut-elle faire entendre sa voix ?

Beaucoup de choses ont déjà été faites, et il faudrait être sourd pour ne pas l'avoir entendu ! Lors des États généraux, de nombreux croyants ont pris la parole comme citoyens ; nous, évêques, nous avons fait des documents, des livres, que nous avons envoyés aux parlementaires. Une véritable réflexion, assez large, s'est développée sur ces sujets, comme sur la fin de vie, notamment grâce à l'expérience de catholiques engagés dans les services de soins palliatifs comme professionnels et bénévoles. Et puis nous ne sommes pas seuls à émettre des réserves : des non-catholiques ont également exprimé très rationnellement les dangers sociétaux et sociaux de l'extension de la PMA et de la tentation de l'euthanasie. La figure la plus emblématique est Sylviane Agacinski, mais il y en a d'autres.

Pourtant cela n'a pas changé grand-chose à l'avis émis par le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) ni au projet de loi...

C'était pareil lors de la révision précédente des lois de bioéthique, et ce sera encore le cas à la suivante ! Mais cela ne saurait empêcher que nous disions ce que nous avons à dire.

Jusqu'à manifester ?

Pourquoi pas, si des gens estiment pouvoir et devoir faire ce choix citoyen. Aujourd'hui le débat est parlementaire. Qu'est-ce qui peut convaincre les parlementaires de prêter attention aux arguments donnés ? Le Président et la majorité souhaitent un « débat apaisé », mais le risque dans ces conditions est que le débat finisse par ne plus exister. Or certains sujets méritent d'être traités dans toute leur complexité. Nous devons entendre les raisons qui poussent certains à vouloir aller vers ce que nous jugeons dangereux pour la société, mais nous devons aussi pouvoir exposer nos arguments, qui ne sont pas moins rationnels, et présenter ce qui nous paraît le meilleur pour tous.

Les gènes ne sont pas des Lego, ils portent une histoire prise dans l'histoire de l'humanité, celle de la lignée dont chacun vient

Êtes-vous pessimiste sur l'issue ?

Depuis des années, le politique s'est donné pour tâche de répondre aux attentes et aux frustrations des citoyens en promettant d'éliminer les causes de souffrance. Est-ce bien son rôle ? Nous pouvons en discuter, mais c'est devenu un état de fait, et il lui est très difficile d'y résister dès lors qu'il existe apparemment un arsenal de solutions techniques, médicales et juridiques. Voilà pourquoi j'ai du mal à me convaincre que le pouvoir politique, sinon aujourd'hui, du moins demain, pourra s'empêcher de passer de l'extension de la PMA à la légalisation de la GPA, parce qu'il voudra répondre à la souffrance exprimée par des couples d'hommes. Cependant, au moment où nous nous trouvons, il y a un combat politique à mener, un débat parlementaire à alimenter, car il faut espérer que notre pays ne s'engagera pas dans une voie que je pense dangereuse à moyen-terme pour l'équilibre social.

Dangereuse, pourquoi ?

On dissocie père et géniteur. Or, aujourd'hui, des adultes conçus par PMA réclament de connaître le donneur de spermatozoïdes qui leur a permis de naître, tout en ayant une affection réelle pour leurs parents. Les discours

officiels répondent que l'on va permettre aux enfants conçus par PMA de savoir si leur géniteur était porteur de maladies, mais ce n'est pas ce qu'ils recherchent ! Les gènes ne sont pas des Lego, ils portent une histoire prise dans l'histoire de l'humanité, celle de la lignée dont chacun vient. Bien sûr, il existe des enfants élevés par un père et une mère qui ne sont pas leur géniteur, notamment parce qu'ils ont été adoptés. Mais faut-il multiplier ces situations ? Le plus simple et le plus beau est tout de même que le géniteur soit le père, et qu'il ait été disponible à cela, que son fils ou sa fille le déçoive ou l'émerveille. On crée une complication qu'il faudra gérer.

Quelle complication ?

On va inscrire le père biologique sous une nouvelle appellation, faire des tours de passe-passe juridiques dont on nous assure qu'ils rendront tout le monde heureux. Il n'est pas exclu qu'il y ait des heureux, mais socialement on est en train de perdre de vue et d'esquiver ce qui peut se jouer et devrait se vivre dans la rencontre de l'homme et de la femme. On a parfois l'impression que, pour certains, l'idéal à terme sera que tous soient comme asexués. La procréation, qui est la source de l'humanité, vient de la rencontre entre un homme et une femme, dont le corps est différent. La capacité du corps de la femme à porter la vie est probablement la seule différence descriptible entre le masculin et le féminin dans l'humanité, il faut s'émerveiller de ce mystère plutôt que de n'y voir qu'un encombrement. Si l'on poursuit dans la logique technicienne, il est à craindre que l'on cherche à externaliser la procréation dans des utérus artificiels. Il n'y aura plus de congé de maternité, cela permettra de gagner beaucoup de temps et d'efficacité économique, et des autorités culturelles nous expliqueront combien la vie sera plus agréable...

La structure paroissiale n'a pas à fournir des troupes pour une manifestation. Manifester, c'est un acte politique, pas une procession !

De fait, la philosophie du nouveau projet de loi est que le parent est celui qui a l'intention de l'être : qu'est-ce qui vous gêne là-dedans ?

On instille l'idée que l'enfant est porté par le projet, le désir et l'intention de ses parents. En ce qui me concerne, je veux bien être l'objet d'un dessein de Dieu, mais pas forcément d'un projet de mes parents, si bien intentionné soit-il. Les chrétiens savent qu'un être humain ne se résume pas à la rencontre de parents, mais qu'il est porteur d'une vocation, d'un appel de Dieu. Remplacer cela par le projet parental, je peine à y voir une promotion de l'humanité... Plus précisément, le projet des parents doit être dépassé par la vocation de chacun. Quand nous serons tous mesurés par les intentions de ceux qui nous ont engendrés, ce sera d'une grande violence parce que nous n'y répondrons pas totalement ou parce que nous serons déçus d'être prisonniers d'intentions qui ne correspondent pas à ce que nous voulons être.

Un collectif d'associations, dont la Manif pour tous, appelle à manifester le 6 octobre contre la loi. De nombreuses paroisses s'étaient impliquées en 2012-2013 dans la mobilisation contre le mariage pour tous, et cela a laissé des traces. Regrettez-vous la façon dont les choses se sont passées ?

Dans l'ensemble, ces manifestations ont été de belles manifestations, moins « contre » quelque chose que « pour » dire un engagement, celui d'hommes et de femmes de faire vivre leur famille dans un certain respect, avec leurs limites et leurs faiblesses. Un certain nombre de paroisses – et d'évêques – les ont encouragées, et un certain nombre de fidèles se sont sentis mal à l'aise, réduits au silence. Personnellement, je pense que la structure paroissiale n'a pas à fournir des troupes pour une manifestation. Manifester, c'est un acte politique, pas une procession ! Que des paroissiens convaincus distribuent des tracts après des messes pour essayer de conscientiser leurs voisins, cela fait partie de la vie citoyenne, mais que l'on se serve de l'homélie ou des annonces paroissiales pour cela ne me semble pas juste. On met en porte à faux des fidèles qui essaient de vivre du Christ, mais qui pour différentes raisons ne comprennent pas la prévention des autres sur tel ou tel sujet, ce qui ne remet pas en cause leur foi dans le Christ. Comme l'avait dit le cardinal Vingt-Trois à l'époque : il faut « se manifester », à chacun de discerner les moyens. Écrire à ses représentants, députés ou sénateurs, peut être aussi efficace que de marcher dans la rue.

Alors que des couples catholiques recourent à la PMA, comment l'Église peut-elle rester crédible en affirmant qu'il n'y a aucune homophobie dans l'opposition à son ouverture aux couples lesbiens ?

Dès 1987, avec *Donum Vitæ*, le Saint-Siège avait émis des réserves sur la fécondation *in vitro*, même faite entre le père et la mère... Les hommes et les femmes, catholiques ou pas, font des choix, et je ne suis pas certain qu'il appartienne au voisin d'en juger, cela appartient à Dieu. Mais comme chrétiens, nous pouvons collectivement nous entendre sur le fait que nous recevons notre corps comme un don, et donc que l'enfant est un don et non le produit de nos désirs : voilà sur quoi nous devons alerter nos contemporains. On nous assure qu'il n'y a pas de risque d'eugénisme. Mais dès que l'on produira l'enfant hors du corps de la mère, il y aura toujours des gens pour réclamer que l'enfant corresponde toujours plus à leurs désirs. Il y a déjà des cas aux États-Unis. Comme tout est collectivisé – car la PMA demande une mobilisation de moyens médicaux considérables – et que ce ne sont pas des individus isolés qui y ont recours dans leur coin, c'est la société qui portera la responsabilité de ces histoires,

pour les avoir rendues possibles.

Il y a de nombreux lieux de fracture sociale où la société et l'État ne sont pas présents et où les chrétiens jouent un rôle ou ont un rôle à jouer

Dans ce contexte, les catholiques doivent-ils réinvestir les carrières médicales ?

Oui, et ce sera difficile car ce sont des secteurs qui ont été pris en charge par le service public. Ce qui a fait disparaître les religieuses des hôpitaux, c'était une volonté de sécularisation. Aujourd'hui, le chemin n'est pas très facile pour les jeunes catholiques qui commencent des études de médecine : dans un certain nombre de parcours, ils ont du mal à éviter de participer à un avortement. De jeunes infirmières et médecins se retrouvent empêchés et mis de côté pour avoir refusé de pratiquer certains actes. Pour autant, il y a de nombreux lieux de fracture sociale où la société et l'État ne sont pas présents et où les chrétiens jouent un rôle ou ont un rôle à jouer. Dans l'enseignement, dans certains secteurs de la santé, auprès de la très grande vieillesse et des maladies dégénératives, dans l'accompagnement à domicile des personnes sortant de l'hôpital, puisque les patients resteront de moins en moins longtemps à l'hôpital. Personnellement, je rêverais déjà que quand un paroissien tombe malade, il puisse être soutenu par ceux qui participent à la messe au même endroit que lui. Il faut sans doute que nous sortions du respect très français de la vie privée de chacun pour nous préoccuper des autres. Il faut être créatifs !

Vous avez pris cet été vos fonctions de président de la Conférence des évêques de France. Comment comptez-vous encourager cette créativité ?

En essayant de correspondre à la fonction, qui n'est pas d'être le chef des évêques ou de l'Église de France ! Nous pensons, avec les membres du conseil permanent, que nous devons vivre un peu autrement nos assemblées plénières (*tous les évêques de France se réunissent deux fois par an à Lourdes, ndlr*). En novembre à Lourdes, nous allons faire une expérience concrète, nous allons proposer une manière de faire un peu différente, en introduisant des éléments de synodalité pour que les évêques ne soient pas seulement « entre eux ».

De quelle façon ?

Vous verrez ! La forme n'est pas complètement arrêtée. Mon sentiment personnel est que la figure même de l'hémicycle, où se rassemblent les évêques, induit une analogie avec le fonctionnement parlementaire. Je ne suis pas certain que cela corresponde au mieux à notre rôle. De plus – le pape nous le demande d'ailleurs – nous devons entendre les attentes du peuple de Dieu dans son ensemble, sachant que nous ne pouvons pas rassembler 67 millions de Français sur les bords du Gave de Pau ! La voix du peuple de Dieu ne se résume pas non plus aux responsables de mouvements, à ceux qui sont engagés et assument des missions : il faut aussi entendre des gens à la marge de l'Église, être plus attentifs aux hommes et femmes qui nous entourent, catholiques ou non.

En novembre à Lourdes, nous allons faire une expérience concrète, en introduisant des éléments de synodalité pour que les évêques ne soient pas seulement « entre eux »

Et donc faire une place plus grande à la voix et à l'expérience des femmes catholiques, en particulier sur des sujets comme la bioéthique ?

Cela doit évoluer ! Il existe des femmes docteurs en théologie, en théologie morale, mais il y a du travail à faire pour encourager cette parole et lui permettre de s'exprimer, créer des modalités pour pouvoir l'entendre. Nous avons des progrès à faire en ce domaine, c'est clair.

Sur le terrain, quelle est votre perception de la situation de l'Église en France ?

L'âme française, si cela veut dire quelque chose, est très imprégnée par le christianisme, y compris dans son refus du christianisme, mais cela n'en fait pas un pays fervent pour autant, même s'il y a des gens fervents... Concrètement, dans mon diocèse, il y a 79 prêtres incardinés, une dizaine venus d'ailleurs, et parmi eux 27 qui ont moins de 70 ans et 7 qui ont moins de 50 ans. Il nous reste un séminariste. Se lamenter du « manque » de prêtres ne sert pas à grand-chose. Mieux vaut réaliser que ces 89 prêtres sont le don que Dieu nous fait aujourd'hui. Ce don, il faut s'en émerveiller et l'utiliser au mieux. Nous allons donc fixer des lieux où la messe sera célébrée le dimanche en fonction des forces réelles dont nous disposons, et nous allons aussi tenter un ministère plus itinérant, sur le mode des missions d'autrefois, une équipe passant, par exemple, deux semaines dans un endroit en proposant des activités adaptées au lieu, en allant visiter les personnes malades ou isolées, les familles qui le voudront bien. Les gens ne viennent plus vers nous spontanément. Pourtant, la crise des gilets jaunes a montré qu'il y a un réel besoin de proximité dans notre société. Il faut donc aller au plus près des gens, y compris dans les petits villages dans lesquels on risque de ne plus aller si l'on se pose dans un centre. Le prêtre itinérant ne circulera plus à pied ou à dos de mulet, je le vois en camionnette ! Et les laïcs ont leur place dans ces missions. Il reste encore beaucoup de choses à inventer.